1000 km à travers le Kampuchea démocratique (Cambodge)

Tous les jours en page 8

Jeudi 19 octobre 1978 – No 954

BP 61. 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Chine : où en sont les dirigeants du PCF

RENÉ Dumont, directeur de *L'Écho du centre*, journal régional du PCF, vient d'effectuer un voyage de quinze jours en Chine dans le cadre d'une délégation de journalistes français de la presse régionale.

Premier journaliste du PCF à visiter la Chine depuis qu'en 1962 le correspondant à Pékin de *L'Humanité* fut rappelé par la direction du PCF, il est également l'auteur du premier article de *L'Humanité*, depuis cette date, qui, parlant de la Chine, ne soit pas un tissu de mensonges et de calomnies.

En effet, pour l'essentiel, ces « notes de voyage en Chine » témoignent de la lutte engagée là-bas *« pour faire de la Chine un grand État socialiste puissant et moderne avant l'an 2 000 »*, et rapportent, sans la calomnier, la politique de défense de la Chine à l'égard de l'URSS.

Il faut, pour apprécier la nouveauté de ce fait, se souvenir des campagnes haineuses contre la Chine animée depuis 15 ans par l'organe central du PCF. En effet, les dirigeants de ce parti totalement aligné sur les positions de Moscou avaient pris la responsabilité dans les années 1960 de rompre les liens d'amitié unissant le PCF et le parti chinois et de devenir eux-mêmes des ennemis acharnés de la Chine.

Aujourd'hui la situation s'est sensiblement modifiée. D'une part, l'alignement total sur l'URSS qui dissimule de plus en plus mal une réalité fasciste derrière une étiquette socialiste devient impraticable. D'autre part, la connaissance de l'édification socialiste en Chine ayant grandi dans notre peuple, y compris chez les militants du PCF grâce à de multiples canaux, il devient de plus en plus difficile de la peindre comme un enfer dirigé par des irresponsables.

Ainsi dans le même temps où le PCF prend une certaine distance à l'égard de Moscou, il fait quelques pas en direction de la Chine. Incontestablement, cette évolution encore que bien timide est positive.

Mais il ne s'agit que d'une tendance car pour l'essentiel la politique des dirigeants du PCF reste celle d'un soutien actif à l'URSS et en particulier à sa politique étrangère en même temps qu'elle perpétue l'hostilité à la Chine, accusée d'avoir une politique belliciste, impérialiste.

En fait, tant que les dirigeants du PCF n'auront pas totalement rompu avec Moscou, tant qu'ils n'auront pas autocritiqué leur attitude passée à l'égard du Parti communiste chinois, ils seront à ranger dans le camp des ennemis de la Chine et à ce titre aussi nous continuerons de les combattre.

Pierre MARCEAU

LIBAN

Après les déclarations de De Guiringaud

Remous dans la majorité

LES récentes déclarations de De Guiringaud concernant le Liban marquent un net infléchissement de l'attitude du gouvernement français vis-à-vis des miliciens chrétiens qu'il avait jusqu'à présent encouragés. Les changements survenus dans la situation libanaise l'incitent maintenant à les lâcher pour préserver les intérêts "français" à long terme. Cela ne se fait pas sans grincements de dents parmi les députés de la majorité. N'allez pas croire qu'ils soient si sensibles pour cela au sort de la population libanaise ou sourds aux grands objectifs que poursuit la politique de Giscard. Mais voilà, il y a des intérêts contradictoires sans doute et aussi leur électorat devant lequel il faudra qu'ils s'expliquent.

(Voir article page 3)

Journée d'action dans la navale

«C'est tous nos emplois qu'il faut sauver...»

La journée nationale d'action dans la navale, le 20 octobre, à Paris, rassemblera sans aucun doute de très nombreux travailleurs. Son caractère national répond, en effet, à une aspiration profonde à une action commune de tous les chantiers. Il est vrai que les licenciements, les menaces de fermeture, les réductions d'horaire frappent tous les ouvriers de la navale et lutter tous ensemble pour s'y opposer est une idée tout à fait importante, surtout si l'on songe aux derniers épisodes : l'action en ordre dispersé n'est certes pas pour rien dans les échecs qu'ont subis les travailleurs. Cette idée, c'est celle que nous reprenons sans cesse par notre mot d'ordre : « *Tous ensemble et en même temps* ».

Pour notre part, nous devons donc, à cette occasion, contribuer « à mobiliser et unir » et soutenir la lutte des travailleurs de la navale pour sauver tous leurs emplois.

« C'est tous nos emplois qu'il faut sauver », voilà, en effet, le mot d'ordre que nous soutenons et que nous devons mettre en avant. C'est celui qui définit, de manière claire et précise, la cible de la lutte et est donc de nature à lui donner une juste orientation. Nous n'approuvons pas celui mis en avant, depuis longtemps, par le PCF et repris dans les syndicats : « *Sauver la navale* ». C'est plutôt, en effet, la voie du soutien à des plans et propositions industriels avec l'illusion qu'il suffirait d'une « autre politique » alors que la seule voie dans le système capitaliste, c'est, pour les travailleurs, celle de la lutte. La navale, c'est l'affaire (les affaires !) des capitalistes. Elle sera celle des travailleurs le jour où ils auront pris le pouvoir et mis fin à l'exploitation de l'homme par l'homme !

Il importe aussi que cette journée, en contribuant à mobiliser et unir les ouvriers de la navale, constitue une étape pour une mobilisation plus grande encore en vue d'actions plus puissantes de nature à faire aboutir la revendication principale, c'est-à-dire à empêcher les licenciements, à sauver tous les emplois.

Que les travailleurs, à leur retour dans leurs chantiers, en discutent ensemble, en assemblée générale, que s'exerce pleinement la démocratie prolétarienne pour que les travailleurs puissent prendre eux-mêmes en main leurs affaires et mettre en œuvre leur initiative !

C'est tous nos emplois qu'il faut sauver !

C'est tous ensemble et en même temps qu'il faut lutter !

G.C.

Intolérable !

D'APRES une radio locale, mercredi matin, l'un des tortionnaires d'Ali Abdoul, l'ouvrier algérien sauvagement torturé aurait été mis en liberté provisoire. Nous appellons tous les antiracistes à protester contre un tel acte intolérable.

LE MONDE EN MARCHE

9e congrès de la Fédération des syndicats chinois

Pourquoi des syndicats dans un pays socialiste ?

Les syndicats chinois ont un grand rôle déducation tant sur le plan politique qu'économique (Photo Aagence Chine nouvelle)

LE 29 e congrès de la fédération des syndicats de Chine se déroule en ce moment. Tout syndiqué français ne manquera pas de se poser la question : « *Mais quel peut bien être le rôle d'un syndicat dans un pays socialiste ?* »

Le discours de Teng Hsiao-ping, devant le congrès, permet d'y répondre puisqu'il fixe, entre autres, les buts du syndicat dans la période actuelle.

On ne peut pas comprendre ce qui distingue un syndicat dans un pays socialiste d'un syndicat dans un pays capitaliste, sans voir une chose fondamentale : qui détient le pouvoir dans les pays en question ? Il est bien évident que dans un pays capitaliste comme la France, un syndicat qui participe à la gestion économique de l'entreprise ne pratique ni plus ni moins que la collaboration de classe : collaboration entre, d'une part, les exploités dont il prétend défendre les intérêts et, d'autre part, les exploiteurs qui gèrent les entreprises pour leur seul profit égoïste. En Chine, pays socialiste, c'est autre chose. Une bonne gestion ne remplit pas les poches d'une minorité ; elle sert finalement tout le peuple dont le bien-être augmente au fur et à mesure que le pays se modernise. Pour cela, une seule condition, mais décisive : la classe ouvrière doit posséder et conserver le pouvoir. Réciproquement, en participant activement aux quatre modernisations (de l'industrie, de l'agriculture, des sciences et techniques et de la défense), le peuple renforce le pays économiquement et en même temps le pouvoir politique : la dictature du prolétariat. Travailler avec ardeur et participer à la gestion des entreprises, voilà deux tâches qui incombent à la classe ouvrière chinoise :

« La classe ouvrière doit faire le maximum d'efforts pour posséder les connaissances techniques modernes et les connaissances sur la gestion moderne afin d'apporter une contribution remarquable à la réalisation des quatre modernisations. »

UNE CLASSE OUVRIERE CONSCIENTE ET CULTIVÉE

Mais il serait faux de croire, comme l'ont dit certains, que tout ce qu'on demande aujourd'hui à la classe ouvrière chinoise, c'est « travaille et tais-toi ». La politique reste toujours au poste de commande. Pourquoi travailler dur ? Pourquoi moderniser le pays ? Toutes ces explications politiques de fond sont indispensables et elles sont données : « *Les syndicats doivent éduquer tous leurs membres pour qu'ils prennent conscience de la grande signification de la réalisation des quatres modernisations et s'efforcent d'élever leur niveau en matière de politique, d'économie, de gestion, de technique et de culture* ».

Répéter que la classe ouvrière est la classe dirigeante dans un pays socialiste resterait du domaine du vœu pieux si on ne se donnait pas les moyens de le mettre effectivement en pratique. Et pour cela, il faut une classe ouvrière politiquement consciente mais aussi experte économiquement et cultivée. C'est ce que Teng Hsiao-ping a réaffirmé en disant :

« Etant liée à la grande production sociale, la classe ouvrière est la classe politiquement la plus consciente et la plus disciplinée et elle est capable de jouer un rôle dirigeant dans la lutte pour le progrès économique, social et politique de notre époque ».

Pour cela, les syndicats chinois ont un grand rôle d'éducation tant sur le plan politique qu'économique. Car la Chine socialiste a besoin d'une classe ouvrière capable de diriger et non amorphe, une classe ouvrière intelligente en tout.

DEVELOPPER LA DEMOCRATIE

Mais les syndicats, en Chine, ont encore bien d'autres tâches plus évidentes : par exemple, veiller à faire régner la démocratie dans l'entreprise. D'une part, le syndicat éduque les ouvriers pour qu'ils soutiennent la direction de l'usine dans la mesure où elle fait bien son travail. Mais il veille, en retour, à associer les ouvriers à la gestion, il veille à protéger les droits démocratiques des ouvriers, il veille à leur soumettre les questions importantes : « *A l'avenir la nomination des chefs d'atelier, de section et d'équipe seront du ressort des ouvriers de ces unités respectives par la voie d'élections. Les problèmes importants de l'entreprise seront soumis au congrès ou à l'assemblée des ouvriers pour délibération. Les cadres dirigeants, quant à eux, doivent y assister pour écouter les opinions des ouvriers et accepter leurs critiques et contrôle (...) Le syndicat doit lutter pour les droits démocratiques des ouvriers contre le bureaucratisme de toute nuance* ».

De plus, faut-il le souligner, « *le syndicat doit faire tout son possible pour garantir aux ouvriers le bien-être* », qu'il s'agisse des conditions de travail, d'habitation et d'alimentation et de santé publique.

Enfin, la classe ouvrière chinoise ne vit pas en vase clos, elle doit renforcer sa solidarité « *avec les classes ouvrières et les peuples révolutionnaires de partout, soutenir leurs luttes contre l'impérialisme, le colonialisme, l'hégémonisme et pour la conquête et la sauvegarde de l'indépendance nationale et le progrès social...* ».

Comme on le voit, rien à voir avec une tentative de museler la classe ouvrière chinoise.

Claude LIRIA

Malgré les pressions américaines

Somoza veut rester au pouvoir

SUITE aux émeutes populaires au Nicaragua, une médiation entre les opposants au régime et le dictateur Somoza a été organisé sous la coupe des États-Unis. Après une semaine de négociation, celle-ci s'avère être un échec total. En effet, les opposants avaient mis comme base minimale de discussion le départ de Somoza. Or celui-ci refuse de partir et de plus revient sur les concessions qu'il avait faites antérieurement.

L'envoyé des USA avait exprimé, avant le commencement des négociations, la position de son État sur cette question : il voulait le départ de Somoza afin d'éviter une nouvelle explosion populaire.

LA MÉDIATION : ÉCHEC SUR TOUTE LA LIGNE

Trois hommes avaient été agréés par l'opposition pour négocier. Ils avaient émis comme base minimale de discussion le départ de Somoza, la constitution d'un gouvernement de transition avant la tenue d'élections libres.

Somoza, quant à lui, avait accepté cette médiation dans la mesure où elle paraissait un moyen, pour lui, de réhausser son image de marque plus que ternie. C'est dans ce but qu'il avait fait quelques déclarations laissant prévoir une certaines « libéralisation ».

Les États-Unis espéraient bien qu'il parte sans perte et fracas.

Seulement , voilà, Somoza ne veut pas partir... Non seulement, il tient à rester jusqu'à la fin du mandat qu'il s'est octroyé lui-même, mais en plus ses dernières déclarations montrent qu'il n'entend en rien changer sa politique.

CE QUI RESTE DE LA «LIBÉRALISATION»

La veille du jour où sont arrivés les médiateurs, Somoza renvoyait tous ceux de son entourage qui pensaient qu'il valait mieux accepter la démission. Le dictateur les qualifia de *« rêveurs, fous ou plein d'illusions »*.

Puis il annonça le même jour qu'il allait doubler le budget de la défense ainsi que les effectifs de la Garde nationale.

Par ailleurs, il a refusé d'accepter toute demande de l'opposition qui allait dans le sens de la suppression de l'état de siège et de la loi martiale. Somoza a déclaré nettement qu'il n'en était pas question. Toutefois, il avait fait une concession : les prisonniers politiques seraient jugés par des tribunaux civils et non militaire. Mais voilà que samedi dernier, le gouvernement annonce officiellement que c'était une erreur.

Ainsi, toutes les personnes arrêtées lors des événements de septembre dernier seront donc toujours jugées par les tribunaux militaires.

Dans ces conditions, l'opposition refuse de poursuivre les négociations. Mais Somoza ne s'en tient pas à cela et juge la répression insuffisante. Sa Garde « nationale » assassine toujours. Le front sandiniste a indiqué que, rien que la semaine dernière, 143 personnes ont été assassinées par la Garde.

LA RESPONSABILITÉ DES USA

Comme on le voit, l'échec de la médiation est cuisant malgré les pressions de l'impérialisme américain , cependant, il ne s'agit pas de déculpabiliser son rôle : c'est lui qui a mis en place Somoza, qui l'a soutenu, qui a fait de gigantesques bénéfices sur le dos du peuple du Nicaragua et qui aujourd'hui essaie de trouver une solution de rechange qui serait un moindre mal pour lui.

Et s'il est vrai que les USA ont réduit quelque peu l'aide militaire à la dictature, celle-ci se fait maintenant par le biais d'Israël. Quant aux capitaux américains, ils sont toujours sur place et les USA n'ont en rien changé l'aide économique au régime.

Cet échec de la médiation montre aussi l'incapacité des USA à faire face à une situation qui, en d'autres temps, ne leur auraient pas posé de problèmes. S'ils n'arrivent pas par un moyen ou un autre à aboutir à une solution négociée, ils risquent de se retrouver à la porte, ce qui aurait des conséquences tant économiques que politiques puisqu'une large brèche serait entaillée dans ce que les USA considèrent toujours comme une chasse gardée, à savoir l'Amérique latine.

Évelyne LE GUEN

Des prisonniers politiques à Taïwan

Taïwan, l'île dirigée par les successeurs de Tchiang Kai Tchek qui se prétendent toujours les représentants de la Chine, n'est pas très versée dans la démocratie. C'est ainsi que la section française d'Amnesty international rappelle l'existence de nombreux prisonniers politiques, certains internés depuis vingt ans pour leur sympathie pro-communiste : « *Si leur nombre exact est inconnu, on sait toutefois qu'il s'agit de personnes soupçonnées d'activités ou de sympathies pro-communistes et arrêtées lors de la prise du pouvoir du Kuomintang dans les années 1950. Amnesty international connait les noms de quarante-six d'entre elles, détenues depuis cette date (...). On peut citer à titre d'exemple le cas d'un ouvrier agricole, maintenant âgé de cinquante ans, détenu depuis vingt-huit ans à Green-Island. Comme les trente personnes arrêtées avec lui dans les années cinquante, il était soupçonné d'être en contact avec le Parti communiste de Taïwan.* »

Après les déclarations de Guiringaud

Le Liban les interesse

UN condamnant de façon très nette l'activité des milices libanaises de Camille Chamoun, comme il l'a fait lundi, le ministre français des Affaires étrangères n'a pas parlé au hasard. En effet, ces déclarations de De Guiringaud correspondent à la préoccupation du gouvernement de défendre les intérêts des monopoles français dans cette région.

Parlant, le 16 octobre, devant les représentants de la presse diplomatique, De Guiringaud a affirmé de façon spectaculaire la position du gouvernement sur la situation au Liban. « *Ce sont les milices chrétiennes, et en particulier celles de M. Chamoun, qui portent la responsabilité principale des événements tragiques de Beyrouth au cours des deux dernières semaines* », a déclaré le ministre, ajoutant, par ailleurs, à l'adresse d'Israël : « *Je crains malheureusement que Chamoun n'ait reçu de très mauvais conseils d'une capitale voisine* » ; et pas seulement des conseils mais aussi des armes « *des chars Sherman et super Sherman en septembre* ».

Bien entendu, ces déclarations ont suscité des réactions indignées de la part de Chamoun et des dirigeants israéliens.

Par ailleurs, De Guiringaud s'est déclaré favorable à un remaniement de la Force arabe de dissuasion (FAD), actuellement en place au Liban, qui aurait pour but d'atténuer sa composition essentiellement syrienne.

Bien que, selon lui, il n'y ait rien à craindre des intentions syriennes : « *Je ne crois pas que la Syrie forme le vœu d'annexer tout ou partie du Liban* », ce qui est discutable.

DES INTERETS A DÉFENDRE

L'intérêt du gouvernement français pour le Liban n'est pas nouveau. Tout d'abord, il faut rappeler qu'il s'agit d'un ancien protectorat français dans lequel la bourgeoisie française a pu maintenir une influence en s'appuyant en particulier sur un courant francophone important. Quant aux intérêts économiques, le fait que le gouvernement français n'ait pas hésité à envisager une intervention militaire, il y a un an, en donne la mesure.

Par la suite, le gouvernement français a apporté une participation active aux initiatives de l'ONU visant par le moyen de la FINUL (casques bleus) à maintenir l'intégrité du Liban soumis à l'agression israélienne.

Récemment encore, Giscard faisait des propositions de médiation.

Les déclarations de De Guiringaud s'inscrivent dans le prolongement de cette politique dont le premier souci est le maintien de l'intégrité territoriale du Liban et sa stabilisation.

Ces deux conditions sont également nécessaires à la préservation et au développement des intérêts français.

En effet, la partition du Liban aurait comme conséquence d'en placer une partie sous domination israélienne tandis que l'autre serait sous tutelle syrienne. Une telle partition, si elle peut convenir au jeu que mènent les superpuissances au Moyen-Orient, ruinerait, par contre, les possibilités pour la bourgeoisie française d'y maintenir des positions.

UN MARCHÉ IMPORTANT

D'autre part, le Liban, détruit par plusieurs années de guerre civile et d'agression, représente un marché potentiel important dès lors qu'une stabilisation mettrait à l'ordre du jour la reconstruction.

Enfin, dernier élément pour compléter ce qui constitue la toile de fond de la position française, l'attitude vis-à-vis de la Syrie. De Guiringaud fait preuve, à tout le moins, d'une grande modération à l'égard de celle-ci, même s'il exprime le souhait de voir l'Arabie saoudite ou le Soudan prendre plus de poids dans la FAD, et ce, au détriment des Syriens.

Sans doute, la situation d'après Camp David, qui a vu le rapprochement d'un certain nombre d'États arabes autour de la Syrie, n'y est pas étrangère. Parmi ceuxci, l'Algérie, la Lybie, l'Irak qui sont des partenaires économiques pour les monopoles français. Des partenaires dont ils doivent disputer le marché aux Américains et aux Soviétiques.

Assurément la position exprimée par De Guiringaud ne peut que favoriser un resserrement des liens.

Pierre MARCEAU

Remous au sein de la majorité

Les propos tenus par De Guiringuad, ministre des Affaires étrangères sur le Liban, n'ont pas fini de soulever de remous.

Dès mardi, l'Élysée publiait un communiqué déclarant qu'il n'y avait « pas d'élément nouveau dans la position de la France ». Le Quai d'Orsay lui aussi publiait une mise au point « La France préconise le maintien de l'indépendance, de l'intégrité et de l'unité du Liban. Rien dans les déclarations de Monsieur De Guiringuad ne vient contredire cette politique.. »

Cependant, de nombreux députés de la majorité tant du RPR que même de l'UDF ont élevé des protestations à l'Assemblée.

Mais si l'on en croit les propos tenus par les présidents des groupes RPR et UDF à leur sortie de Matignon « c'est plus la forme des propos tenus par Louis De Guiringaud que le fond » qui a choqué nombre de députés de la majorité. Autrement dit, les députés ne sont sans doute pas hostiles à ce que le gouvernement infléchisse sa poisiton vis-à-vis des chrétiens du Liban qu'il avait encouragée, du moment qu'elle correspondrait mieux aux intérêts des monopoles. Mais ils reprochent en tout cas à De Guirignaud une prise de position trop tapageuse qui pourrait notamment leur créer des difficultés auprès de leur électorat. C'est donc sur la forme autant que sur le fond que Barre est amené à s'expliquer mercredi devant l'Assemblée.

Kampuchea démocratique (Cambodge)

L'offensive du Vietnam aurait commencé

On annonce à Bangkok que le Vietnam a déclenché ce jour une offensive contre le Kampuchea démocratique. Selon des sources généralement bien informées, l'armée vietnamienne, couverte par un intense déploiement de son aviation tente de s'avancer vers Phnom Penh, le long de la route No 1, à travers la province de Svay-Rieng. La radio *La Voix du Kampuchea* affirme que de très violents combats se déroulent dans cette province à 150 km du sud-est de la capitale. Par ailleurs, la radio annonce que du 1er au 10 les Vietnamiens ont eu 405 tués et de nombreux prisonniers. Les forces armées révolutionnaires du Kampuchea ont saisi plusieurs tanks, camions et véhicules de toutes sortes ainsi que des canons, des armes automatiques et individuelles. Voilà qui témoigne de l'urgence de développer le soutien au Kampuchea démocratique contre le Vietnam expansionniste derrière lequel se profile l'URSS.

Après son échec la Sonacotra menace

LE Comité de coordination Sonacotra a fait mardi le point sur les procès et la politique de la Sonacotra. La Sonacotra a perdu pour l'instant la bataille des procès. Elle se prépare néanmoins à les multiplier. Devant son échec, elle utilise de plus en plus les provocations, les menaces, l'intervention policière. A Élancourt, elle rompt le contrat avec les résidents et les somme de quitter le foyer.

Sur les quarante-cinq procès qu'ont eu à affronter les résidents (quarante-cinq sans compter les renvois et les appels), la Sonacotra n'en a gagné qu'un seul à Metz où la décision d'expulsion du tribunal de première instance a été confirmée en appel. Les expulsions devant avoir lieu le 15 novembre, elle a provisoirement eu gain de cause pour les foyers de Nanterre, Sorbier et Ivry où des expulsions ont été décidées pour le premier et où elles interviendront dans deux mois si les résidents n'ont pas décidé d'ici là de payer les arriérés de loyers dans le délai d'un an pour le second foyer. Pour ces deux foyers, les résidents ont fait appel. Tels sont les seuls cas où la Sonacotra est en position favorable jusqu'à présent.

L'ÉCHEC DES PROCES

La Sonacotra donc a perdu les procès ou n'est pas parvenue à ses fins dans 90 % des cas.

Parmi les jugements intéressant le Comité de coordination cite celui du tribunal de Longjumeau concernant les foyers de Chilly-Mazarin et de Sainte-Geneviève-des-Bois. Le tribunal a autorisé une expertise qui va permettre de connaitre la valeur réelle des services et prestations rendus par la Sonacotra, de faire les comptes et de savoir qui doit à qui.

MANOEUVRES ARBITRAIRES

Devant son échec manifeste, l'attitude de la Sonacotra est de plus en plus ridicule et arbitraire. Pour le procès des résidents du foyer Ampère à Massy, elle a refusé de communiquer les pièces de justice à l'avocat des résidents. Ceux-ci ont demandé dans ces conditions, le renvoi du procès à une date ultérieure. Il a été reporté à un mois environ.

Au procès des résidents des foyers de Saint-Denis et de Pierrefitte, le vendredi 13, l'avocat de la Sonacotra a été incapable de faire une véritable plaidoirie. Il s'est contenté de dire à plusieurs reprises : « *Mon adversaire va vous dire ceci et je réponds cela* ».

VERS DE NOUVEAUX PROCES

Pour les semaines à venir il faut s'attendre à la multiplication des procès contre les résidents. Une nouvelle vague de lettres de mise en demeure laisse présager de nombreux procès à venir pour obtenir des saisies-arrêts sur salaire.

Devant l'échec des procès intentés en justice contre les résidents, la Sonacotra a recours à de nouvelles méthodes dignes d'elle.

MENACES NOUVELLES A ÉLANCOURT

Le premier est celui qu'on pourrait appeler le procédé d'Élancourt. Après un échec total de son procès contre les résidents de ce foyer, la Sonacotra vient d'envoyer une lettre à un certain nombre de résidents, lettre où elle annonce qu'elle rompt le contrat avec eux à partir du 25 octobre prochain, où elle les somme de quitter le foyer et où elle les menace d'expulsion par les voies légales (voir encadré).

Ce nouveau procédé est illégal car justement le tribunal de Rambouillet a rejeté la demande d'expulsion de la Sonacotra pour Élancourt. Le respect de cette décision est la seule voie légale. Par cette lettre, la Sonacotra se met en situation d'illégalité.

A suivre.

Mobilisation des résidents du foyer Sonacotra de Saint-Ouen-l'Aumône. Devant cette mobilisation, la Sonacotra essuie échec sur échec (photo correspondant HR).

Lettre de la Sonacotra à des résidents du foyer d'Elancourt

En vertu de notre convention d'hébergement à durée indéterminée, vous êtes titulaires d'une chambre dans notre foyer et jouissez de prestations afférentes à cet hébergement.

Nous avons l'honneur, par la présente, de dénoncer cette convention pour la date du 25 octobre 1978.

En conséquence, à cette date, notre convention ayant pris fin, vous devrez avoir libéré la chambre et quitté le foyer ainsi que tous les occupants de votre chef, à défaut de quoi nous serions dans l'obligation de requérir votre expulsion par les voies légales.

Nous vous joignons votre compte arrêté à la date du 24 octobre 1978 et vous invitons à procéder au règlement auprès du directeur du foyer avant votre départ.

SFP : grève reconductible votée

Les 3 000 travailleurs statutaires de l'ex-ORTF, qui ont été répartis d'autorité à la SFP en 1974 ont voté en assemblée générale le 17 octobre la grève reconductible chaque jour jusqu'à l'obtention de la garantie d'emploi des 3 000 employés, garantie sur les conditions de travail, sur l'unité de l'entreprise. Le PDG par intérim demande un délai de trois mois pour examiner la situation et la commision des finances prend un mois pour mettre à jour un plan de « redressement ».

Pour les travailleurs, les garanties c'est de suite qu'il les faut !

Rennes

L'intersyndicale avec la participation des professeurs, du personnel non-enseignant et des élèves appelle à une grève régionale pour ce jeudi 19.

Rouen

Les professeurs d'EPS appellent à un mouvement national

L'Assemblée générale de Rouen des professeurs d'Education physique qui s'est tenue lundi 16 à 18 h 30 a décidé de se mettre en grève de 48 h, reconductible avec boycott des décisions de la commission nationale administrative SNEP. Les décisions de cette commission ne paraissent pas refléter la combativité des la base.

Les grévistes rouennais appellent à l'extension du mouvement à un mouvement national.

Pour montrer leur désapprobation avec les décisions de la commission nationale, les grévistes appellent au boycott de la grève de jeudi — seule action lancée par la commission nationale.

Les grévistes appellent l'ensemble des enseignants à un soutien financier en vue d'une reconduction illimitée de la grève au niveau national.

Budget 79

Le Parlement vote de lourds impôts

C'est la nuit dernière que le parlement bourgeois vient d'examiner la première partie de la loi de finances (autrement dit du budget) pour 1979.

Par rapport à 1978, 16 milliards d'impôts et taxes supplémentaires de plus que prévu !

L'impôt sur les sociétés régresse. Ça n'étonnera personne quand on sait les multiples facilités qu'offre la législation bourgeoise aux capitalistes pour camoufler leurs profits. Ce n'est pas Giscard, ni Barre là pour servir les monopoles qui vont se scandaliser de ça ! Quand on regarde de plus près, on s'aperçoit que cartes grises, cartes d'identité, cartes de séjou des étrangers augmenteront de 10 %. Les tabacs et cigarettes de 8 %. La redevance télé pour le noir et blanc passera de 178 à 207 F, de 267 à 310 F pour la couleur. Qui remplit essentiellement les caisses de l'Etat ? Les impôts des travailleurs !

Sur *L'Humanité* du 8 octobre on lit que *« Les députés PCF ont lutté pied à pied pour tenter de modifier le projet gouvernemental »*. C'est se moquer des travailleurs que de leur laisser entendre qu'on peut combattre la politique de Giscard-Barre au Parlement ! En effet, on sait qu'avec la constitution de 1958, le Parlement (Assemblée nationale et Sénat) n'ont plus qu'un rôle de décoration et que le budjet en particulier se fait dans les bureaux de Giscard et Barre et si, par extraordinaire, le Parlement votait contre, l'exécutif peut passer outre et le faire appliquer d'autorité par le système des ordonnances...

A quoi sert le parlement bourgeois alors ? On le voit bien : a l'heure où les licenciements se comptent par milliers son rôle est de donner un vernis démocratique à la dictature de la bourgeoisie Les députés du PCF se font les champions de cette mascarade. Pour tenter de passer pour les meilleurs défenseurs des travailleurs, ils n'hésitent pas à redorer le blason du parlement bourgeois.

LYON

Au cinéma Familia
262, rue Duguesclin
Lyon 3e
du 18 au 24 octobre
à 18 h et 21 h 30
Film de J. Michel Carré
en collaboration avec un
groupe d'enseignants, de chercheurs
et de militants ouvriers
« Alertez les bébés »

Après l'*« Enfant prisonnier »* qui est une critique de l'enseignement traditionnel en rapport avec le monde du travail *« Alertez les bébés »* est une démystification du modernisme au service de la bourgeoisie.

La gauche à la recherche d'elle-même

TOUT parti politique veut prendre le pouvoir ou le garder. C'est la raison même de son existence, la façon dont il entend servir les intérêts de la classe qu'il représente.

Pour le PCF et le PS, cette marche vers le pouvoir se heurte de nouveau à la question des alliances. Quand on entend arriver au gouvernement par les élections, il faut passer des alliances électorales. Lesquelles et avec qui ?

Aussi bien, le PCF et le PS sont aujourd'hui divisés sur la question. Doivent-ils refaire l'Union de la gauche ou quelque chose qui ressemble à l'Union de la gauche ou non ? Comment ne pas rester dans l'opposition éternellement et comment ne pas se lancer non plus dans un système d'alliances désavantageux par rapport au partenaire ?

Plus profondément, cela va même jusqu'à redéfinir l'image de marque de chaque parti. Le PS s'est lancé dans une étude sur le thème : *« Ni social-démocratie, ni URSS — Vers une troisième voie »*. Le PCF doit aussi se définir face au réformisme social-démocrate qu'il dit refuser et face à l'URSS avec laquelle il entend marquer certaines distances.

Mitterrand : *«Le PS ne pouvait pas grandir sans regagner le terrain perdu sur le PC»*

Le PS a eu besoin du PCF. C'est sur cette idée que Mitterrand, Defferre, Mauroy ont pris la direction du « nouveau PS » au congrès d'Epinay. Les résultats électoraux comparés du PCF et du PS montrent que l'objectif fixé *(« regagner le terrain perdu sur le PC depuis la Libération »)* a été atteint au niveau électoral du moins. Les milieux dirigeants du PS considèrent que l'objectif est atteint. Que faire ? Continuer maintenant sur la même voie, de la même manière ?

Un dirigeant socialiste comme Rocard clame que non. Rocard est d'ailleurs venu du PSU au PS en faisant de larges critiques au Programme commun et à l'alliance avec le PCF de façon plus générale. Au fil des ans il a développé cette idée.

Longtemps, face à Rocard, il y eut le CERES, fraction organisée du PS, qui soutint l'accession de Mitterrand comme premier secrétaire à Epinay. Aujourd'hui, le CERES est divisé sur la voie à suivre. Autour de Chevènement, une partie de ses militants est toujours très proche du PCF et favorable à une alliance avec lui. Mais d'autres voix se lèvent, plus proches de Rocard, ce qui constitue pour le CERES un fait nouveau.

Quant à la direction du PS, Mitterrand, Mauroy et Defferre, elle semble être assise entre deux chaises, osciller : ont-ils, eux, besoin du PCF pour accéder au pouvoir ou une nouvelle alliance avec lui ne serait-elle pas plutôt encombrante ? Mais Mauroy vient d'ouvrir ce qui pourrait bien être une position qui permettrait d'unifier une grande partie de la direction.

Samedi dernier, au Club de la presse d'Europe 1, il a ouvert la perspective d'un accord avec le PCF sur quelques grandes orientations, sans pour autant que cela ne soit un programme commun, avec accord sur tous les points du programme.

Mauroy a aussi repris une idée que Defferre a exprimée déjà il y a un an, au lendemain de la rupture de l'Union de la gauche : un PS fort et « dominant » serait la condition d'une nouvelle alliance avec le PCF. Defferre parlait alors de 30 % du corps électoral. Mauroy a repris ce chiffre.

On retrouve donc autour de Mitterrand ceux qui ont fait pencher la balance de son côté au congrès d'Epinay : les puissantes fédérations du Nord et des Bouches-du-Rhône, Mauroy et Defferre, alliance que les militants du CERES appellent avec ironie « les Bouches-du-Nord ».

Cynisme

« Il y a sept ans, le PS n'était plus une véritable force politique. Pour qu'il le redevienne, mon diagnostic, celui de mes amis, a été celui-ci : le PS ne se développera que s'il se ré-enracine dans les couches sociales dont il est le représentant naturel et donc dans les couches sociales où le PCF est lui-même implanté (...)

C'est vrai, le PS ne pouvait grandir sans regagner le terrain perdu depuis la Libération sur le PCF, lequel représentait encore en 1971 de 22 à 23 % des suffrages. Le corps électoral n'est pas indéfiniment extensible. Dès lors que le PS entendait distancer un partenaire qui s'était habitué depuis trente ou quarante ans à la situation contraire, la réaction de ce dernier devenait prévisible. Ce que je ne savais pas, c'est quand le conflit éclaterait. Ce moment est arrivé le 22 septembre de l'an dernier » (rupture de l'Union de la gauche).

Cette citation de Mitterrand à *L'Express* montre avec quel cynisme l'état-major du PS décrit huit années d'Union de la gauche. Elle montre aussi, par contrecoup, quel rôle ont joué les dirigeants du PCF dans cette remontée du PS, d'autant que Marchais le savait, lui qui exposait les buts du PS, dans le secret de la réunion du Comité central qui suivit la signature du Programme commun en 1972.

Marchais : *«Pas de gouvernement de gauche sans le PCF» ...*

Si la direction du PS commence à se demander sérieusement si elle a encore besoin de l'alliance avec le PCF et de quelle alliance, si tel est le cas, il semble assez évident que la direction du PCF a besoin d'une nouvelle union de la gauche.

« Pas de gouvernement de gauche sans le PCF », c'est le leitmotiv de Marchais à chaque crise ouverte de l'Union de la gauche depuis 1972. Ce fut aussi un thème important de son intervention devant la dernière assemblée du Comité central.

L'Union de la gauche étant pour l'instant défaite, le Comité central a lancé une campagne sur deux thèmes : critiques tous azimuts du PS et appel à l'unité à la base pour refaire l'union.

La polémique avec le PS, lancée depuis un an, avait pour but de grossir les rangs du PCF et sa force électorale, entamée par le PS.

Un an après le lancement de cette campagne, les résultats semblent mauvais. Aux récentes élections partielles, une partie de l'électorat a accordé sa confiance au PS, une autre s'est abstenue. Quant à ceux qui se trouvent convaincus que le PS est un parti réformiste et social-démocrate, ils l'étaient déjà, pour la plupart, avant même 1972.

Les appels lancés aux militants de base pour qu'ils soient les meilleurs dans les luttes, pour que se fasse l'unité des travailleurs à la base et qu'ainsi ils réimposent l'union, ont le même but : redorer le blason du PCF à peu de frais, en se donnant des apparences révolutionnaires.

L'Union de la gauche, en effet, s'est faite et défaite par les accords et désaccords de sommet, selon les rapports de force des deux partis et non pas selon la volonté de la base (*).

Cette campagne sur l'unité à la base était aussi un gadget destiné à contenter des contestataires comme Althusser, mais surtout de nombreux travailleurs qui ont critiqué sévèrement le fait que l'union ou la désunion ne fut que l'affaire des états-majors.

Il existe aussi une forte minorité au PCF, représentée par Elleinstein qui déclare : *« Il n'y a pas d'autre solution qu'une alliance historique entre socialistes et communistes »*. Le fait que cette phrase soit extraite d'une interview d'un militant du PCF dans *l'Unité*, organe central du PS, n'est pas banal. C'est un fait nouveau. Fait nouveau aussi la collaboration du même Elleinstein au journal *Le Matin*, proche des socialistes rocardiens.

Pour cette *« alliance historique »*, Elleinstein propose que le PS, comme le PCF, revoit certains points de leur doctrine respective pour se rapprocher.

Face à ces divergences de sommet, de nombreux militants de base se montrent échaudés par la tentative avortée de 1972. Il y a au PCF crise du militantisme. Il y a aussi des militants qui se sont abstenus aux dernières élections, comme l'avoue le Comité central. La plupart de ces militants contestataires dont on ne parle pas assez voient plus ou moins clairement que la solution n'est pas celle que leur direction leur propose depuis des années : alliance électorale et *« marche au socialisme par des réformes de structures »*.

(*) Ce qui est été à l'origine en fait de la division, ce n'est pas une divergence de stratégie, les deux partis étant d'accord pour accéder au gouvernement capitaliste et à y procéder à certaines réformes de structures. C'est le projet politique concret, le type d'Etat, le contenu et le nombre des réformes (nationalisations par exemple). Autant de points qui changeaient le poids qu'aurait eu l'un ou l'autre parti dans un éventuel gouvernement de gauche. La discussion se faisait aussi, mais de manière moins évidente, sur l'attitude à avoir par rapport à l'URSS.

Interview de trois délégués CGT du centre de tri de Pontoise

«L'action syndicale, ce n'est pas uniquement quand il ya la grève, c'est journalier, brigade par brigade»

A Pontoise, comme à Créteil l'année dernière, pour le maintien de Llamas (photo ci-dessus) ce sont quasiment les centres de tri de banlieue qui ont animé le mouvement dans les PTT.

LES travailleurs du centre de tri de Pontoise viennent de faire une grève de neuf jours au terme de laquelle ils ont arraché cinquante effectifs supplémentaires et deux cent cinquante de plus aussi pour la région parisienne. L'administration devra aussi fermer les yeux sur trois avertissements, vider de tout sens une circulaire officielle sur les « rentrées » verser 550 F aux travailleurs du centre.
Voici la première partie de l'interview de trois délégués CGT de ce centre dont deux militants du PCF.
Donner la parole à des responsables syndicaux actifs, même si on ne partage pas toutes leurs vues, nous parait important, car il y a des leçons à tirer auprès de militants qui savent mener des luttes victorieuses contre le plan Barre.

— Q : Pouvez-vous me parler de vos conditions de travail au centre de tri de Pontoise ?

PHILIPPE : ce centre a été implanté après la grève de 1974 dans la banlieue, à trois-quarts d'heure de train de Paris. Ici, il est situé dans la zone industrielle, en dehors de l'agglomération. Les gars habitent souvent dans des appartements loués par l'administration dans des immeubles, à Cergy-Pontoise (10 km), à Rosny (15 km) et à Chanclou-les-Vignes. En fait ici, on est vraiment coupé de tout, on vit postier, on mange postier, etc. sans arrêt, sans arrêt.

GEORGES : La première bataille syndicale ici, ça a été pour les transports, pour les navettes. La moyenne d'âge tourne autour de 22 ans et la plupart sont des déracinés. Ça crée des problèmes énormes du fait qu'à 18 ans, quand tu quittes ton pays, tes amis, ta famille, ton amie et que tu te retrouves seul ici... Ça crée des problèmes psychologiques graves, dans le centre de tri on en a compté vingt.

PHILIPPE : J'ai travaillé à Paris-Montparnasse. Là-bas quand tu descends dans la rue, t'as le troquet, les distractions, t'es accueilli. Il y a une vie sociale, etc.
GEORGES : L'objectif No 1 des gars, c'est la mutation, ils attendent tous ça, c'est l'obsession quoi.

PHILIPPE : Pour la vie quotidienne, les trois-quarts du temps, pendant leur repos, ils trainent dans leur appartement à regarder la télévision ou ils font des remplacements pour avoir des compensateurs et descendre chez eux, c'est normal quoi.

GEORGES : Avant, il n'y avait que des gens des DOM-TOM, du Sud-Ouest, des Bretons. Aujourd'hui, le chômage est tellement important dans les zones industrialisées aussi, qu'il y a un phénomène nouveau, des gars venant du Nord et de l'Est.

— Q : Avant cette grève, vous en aviez fait d'autres, quels obstacles avez-vous rencontrés de la part de l'administration et chez les gars ?

PHILIPPE : Tout ce qu'on vient de te dire. En plus, t'es jeune, t'as pas d'expérience syndicale. A Paris, les vieux te donnaient à la fois l'expérience syndicale, l'accueil, les distractions. Ici, rien de tout ça.

— Q : Trouve-t-on chez les travailleurs l'état d'esprit « c'est pas la peine de lutter » ?

PHILIPPE : On trouve toujours la mentalité « On n'obtiendra rien ». Après les deux grandes grèves, celle de décembre 1977 et cette dernière, ça se résorbe un peu ce genre d'idées. Les travailleurs s'aperçoivent concrètement qu'on peut faire quelque chose.

— Q : Le nombre des travailleuses est-il important ?

GEORGES : Oui, 23 % maintenant, c'est un phénomène nouveau, dans les centres de tri. Démarche de l'administration : une femme ça se manie plus facilement qu'un homme et aussi sur le plan boulot, avec l'automatisation, elles auraient soi disant une dextérité plus grande. On a eu du mal jusqu'ici à prendre en compte les revendicatins spécifiques aux travailleuses.

— Q : Il y a des machines automatiques ici, en quoi le boulot y est-il pénible ?

GEORGES : Ce n'est pas une fatique physique, tu vois, mais nerveuse, huit heures trente derrière un clavier, avec les bafouilles qui te tombent régulièrement toutes les dix secondes, clac, clac, clac...

— Q : Les clavistes ne peuvent pas s'arrêter, les bafouilles continuent à arriver ?

JACQUES : Si, mais t'as une formation psychologique et technique qui fait que t'es conditionné à travailler à tel rythme et t'arrives pas à travailler en dessous.

PHILIPPE : En plus, c'est très fatigant pour les yeux.

JACQUES : Et puis, si tu veux parler avec un copain, t'as le bruit, ou un chef derrière qui vient de suite, tu ne peux que taper.

PHILIPPE : Quand on parle de jeunes, on l'a vu pour Llamas à Créteil, ce sont quasiment les centres de tri de banlieue qui ont animé le mouvement, à la différence de ceux de Paris qu'on dit pourtant plus révolutionnaires, plus actifs, plus forts. Une des raisons avancées, c'était le poids de la grève de 1974. Ici, nous n'avions pas connu ça.

— Q : C'est sûr, la grève de 1974, ça a pesé sur la conscience des travailleurs quand on rentre presque sur un échec, on est échaudé. Mais pour nous, ce n'est pas la raison fondamentale du faible soutien à Créteil. Il y a le fait que la question des vacataires n'avait pas été assez expliquée, mais aussi il y a ces grèves de 24 heures qu'on a connues et dont tout le monde avait ras-le-bol. Des gars allaient jusqu'à remettre en cause l'utilité de l'action syndicale.

PHILIPPE : Là, c'est au nom de ton parti que tu parles ?

— Q : En tant que section syndicale, comment avez-vous préparé la grève ? A Pontoise-CT, sur 500 travailleurs, il y a environ 100 syndiqués CGT et environ 50 à la CFDT et FO).

GEORGES : Ce n'est pas une grève spontanée. Cela fait deux ans que l'on se bat sur les effectifs, on savait qu'avec le budget qui se préparait, on allait vers une diminution des effectifs ; en plus avec l'automatisation, ça a apporté un surcroit de travail parce que les gars ont été pris sur les autres chantiers. Ce n'est pas venu tout seul. L'action syndicale, ce n'est pas uniquement quand il y a grève, c'est journalier, brigade par brigade. C'est tous les jours qu'il faut discuter avec les chefs ou les gars pour leur faire comprendre un mouvement. C'est un travail dingue.

— Q : La grève, vous l'aviez préparée en distribuant des tracts, en allant voir les gars, etc ?

PHILIPPE : On avait commencé à chiffrer et on s'apercevait régulièrement que les effectifs baissaient. Tout le monde voyait que plus personne n'arrivait sur le centre et que, du fait des départs à l'armée, des mutations, il y avait une véritable hémorragie, surtout de préposés. Ça se voyait sur le travail, il y avait de moins de moins de pauses, de temps morts. Déjà avant l'été, il avait fallu y avoir quelque chose.

— Q : Pour arriver à l'unité, comment faites-vous ?

GEORGES : Quand on arrive à ce sommet de la lutte, l'unité CGT, CFDT, FO n'est pas du fait seulement des organisations syndicales, mais derrière tu as 80 à 90 % de gars dans l'action et partant de là, les organisations les moins chaudes, style FO, sont obligées de suivre. Dans l'action, il y a eu l'unité. Sur les appréciations du mouvement, il y a eu quelques flottements, surtout à la fin.

— Q : Les Antillais sont nombreux, y a-t-il des problèmes pour l'unité ?

GEORGES : Avec les femmes, c'est une de nos difficultés.

PHILIPPE : Oui, effectivement, on a beaucoup de mal à s'expliquer, je ne sais pas pourquoi, on constate pour l'instant.

GEORGES : Il y a peut-être qu'ils sont plus déracinés que les autres, que des pressions s'exercent sur eux, qu'ils ont moins d'expérience syndicale que les métropolitains. Un peu de racisme aussi qui les fait se replier sur eux-mêmes. Eux le ressentent beaucoup plus, toi tu peux pas le voir, t'es pas à leur place.

PHILIPPE : En équipe de nuit, je n'ai jamais eu d'écho de ça.

GEORGES : Oui, mais quand même, quand les flics sont venus le 7, ils visaient essentiellement les DOM-TOM et, parmi les trois gars embarqués et innocents, puis relâchés, il y avait deux Antillais. Tu vois, le racisme, c'est pas flagrant, les gars ne sont pas des nazis, non, mais parfois ils lancent des petites piques.

— Q : La grève, vous m'avez dit que vous l'aviez préparée mais comment s'est-elle déclenchée ?

PHILIPPE : La descente du 7 et 8 avait chauffé les esprits, puis il y a eu la journée d'action du 14 dans tout le Val d'Oise. Ensuite, il a fallu faire vite car les auxiliaires saisonniers partaient fin septembre. On a été un peu pris de court, il a fallu faire vite, beaucoup revenaient de congé et ils n'étaient pas encore bien dans le coup. Il a fallu déposer le préavis de cinq jours, on ne pouvait pas partir non plus en fin de semaine. On a retenu le mercredi 27. Bien sûr, avant on a élaboré la plate-forme revendicative, on ne pouvait pas partir en grève sans rien sous la dent.

Demain la suite : le déroulement proprement dit de la grève.

Le numéro de téléphone de l'Humanite rouge 205 51 10

Paris gare PLM (Centre de tri)

La santé des travailleurs, dernier souci de l'administration

Mardi un travailleur a un malaise, tombe et se fait mal à la tête. Les secours arrivent... une demi-heure après ! Et c'est police secours !. Dans ce centre qui dépasse largement les 1 000 travailleurs, il n'y a même pas une infirmerie, seulement une salle minuscule avec un matelas et une caissette en bois avec une petite croix rouge dessinée dessus pour faire croire que c'est là qu'on peut trouver de quoi se soigner. C'est-à-dire quand on ouvre, on trouve : quelques aspro, un peu de sparadrap. Ce n'est pas la première fois que pareille chose se passe. Si un travailleur se trouve mal, c'est aussi aux cuisines qu'il faut courir pour essayer de trouver un sucre et un peu d'alcool. Cette fois-ci non plus, ni couverture, ni civière, ni éléments de premiers soins pour le malade. Un délégué syndical a pris la parole, une motion a été adoptée à l'unamité pour protester contre la façon dont l'adminstration se préoccupe de la santé des travailleurs. Une pétition CGT, CFDT massivement signée circule.

Hersant (3)
Le contrôle du «Figaro» et de «France-soir»

Une opération politique

COMMENCÉE par la prise de contrôle d'une douzaine de quotidiens en province, l'empire Hersant poursuit son édification par l'acquisition des grands quotidiens d'audience nationale que sont *Le Figaro* et *France Soir* et aujourd'hui *L'Aurore*. D'ici quelques temps, ce sera le tour du *Parisien Libéré*. Aujourd'hui, nous examinons comment la prise de contrôle du *Figaro* et de *France-soir* par Hersant a été une opération politique. Demain nous verrons les conséquences de la concentration dans les mains d'un seul homme d'une grande partie des journaux sur la liberté de l'information.

Le *Figaro* a 150 ans d'âge. En 1871, au moment de la Commune de Paris, il fut un partisan acharné de Thiers et des Versaillais. Entre les deux guerres mondiales au moment où Mussolini s'emparait du pouvoir en Italie, le *Figaro* en sera le chantre.

En 1950, *Le Figaro* est acheté par moitié par deux très riches industriels : Ferdinand Beghin, gros industriel du sucre dans le Nord et Jean Prouvost, propriétaire d'importantes lainières dans le Nord. Prouvost est aussi un magnat de la presse. Avant la guerre, il possédait *Paris-Soir* (tiré à 1 800 000 exemplaires en 1939). Il possédait au moment d'acheter *Le Figaro*, *Paris Match*, *Marie-Claire* et *Télé-sept jours*.

En juin 1970, Prouvost acquiert les parts de Beghin et devient propriétaire de 97 % du capital. Il va devoir payer pour cette acquisition la somme de trente millions de francs. Il n'en a pas les moyens. Pendant ce temps, *Le Figaro* perd des lecteurs et sa gestion devient de plus en plus mauvaise malgré les recettes des publicités qui s'élèvent à 184 millions de francs, soit beaucoup plus que celles de tout autre journal.

En 1974, c'est la crise brutale. D'autant plus que les bénéfices du *Figaro* qui s'amenuisent servent à combler le déficit des autres journaux de Prouvost. *Le Figaro agricole* (supplément agricole du *Figaro*) connait cette année-là, un déficit de huit millions. Les cotisations à la Sécurité sociale ne sont pas payées régulièrement. La TVA est en retard. Les créanciers ne le sont pas. En 1975, la situation devient catastrophique. Prouvost cherche à se débarrasser du journal. Les candidats à la succession se suivent : Servan-Schreiber, Bettancourt, un ami de Giscard et de Chirac, Roger Gicquel, Simon Nora propulsé par la rédaction du journal et ... Hersant. Le gouvernement, c'est-à-dire Giscard et Chirac alors premier ministre, veille.

« *Le Figaro nous intéresse beaucoup* » déclare Chirac en mai 1975. Le pouvoir a deux candidats possibles : Bettancourt et Hersant. Le second va rapidement persuader le premier de se retirer et de lui céder la place. Hersant devra lui payer le journal quarante quatre millions ce qui est beaucoup même pour lui. Cependant, les aides ne manquent pas ni l'appui du pouvoir. Les banques suivantes financent : *Union bancaire, Société générale, Société continentale de Banque, Indo Suez, Worms, la Banque Vernes, la Banque Hervet, la BNP, la Société française de banque.* Excusez du peu.

(Nous verrons demain que *Le Figaro* est devenu le pilier de l'empire Hersant).

FRANCE-SOIR : NE PAS LE LAISSER A L'ADVERSAIRE

Un an plus tard, Hersant s'accaparera *France-Soir*. Depuis longtemps, *France-Soir* connait comme tous les quotidiens des difficultés sérieuses. Son déclin commence à devenir notoire après 1968. Les positions gaullistes ouvertement affichées font que les lecteurs de plus en plus nombreux ne l'achètent plus. La situation se dégrade rapidement. En 1972, son directeur Pierre Lazareff meurt. Les directeurs vont alors se succéder. C'est alors que le trust Hachette qui possède *France-Soir* décide de le vendre. Un acheteur se présente. Il se nomme Paul Wincler. Il acquiert *France-Soir* et ne tarde pas à s'apercevoir qu'il est monté sur une branche pourrie. Rapidement, il se décide à vendre. Un nom lui vient à l'esprit : Hersant, qui évidemment achète. Cette version si simple l'est bien trop pour correspondre à la réalité. Chirac, au moment de la vente du journal, savait qu'il était à vendre et qu'il allait démissionner du gouvernement. Il aurait convaincu Hachette de vendre à Hersant qui est un ami à son ami Dassault. Mais une telle opération venant après celle du *Figaro* risquait de susciter un tollé dans les milieux de la presse. Wincler sera donc l'intermédiaire derrière lequel la véritable vente se fera. Pierre Juillet, conseiller de Chirac est un ami de Wincler dont il a dirigé les bureaux d'une agence de presse à Bruxelles dans les années 50. Il l'aurait convaincu de participer à l'opération. Mais Hersant, lui, n'a guère d'argent après l'achat tout juste un an auparavant du *Figaro*. Marie-France Garaud, conseillère de Chirac, se charge de donner aux banques intéressées les garanties pour qu'elles débloquent les fonds nécessaires. Autre fait : Giscard n'a pas, semble-t-il, été au courant de toute l'affaire, Chirac lui a coupé l'herbe sous les pieds. Il préparait déjà sa démission et l'avenir. L'opération dans ce cas comme dans celle du *Figaro* est politique. *France-Soir* est au fond une mauvaise affaire du point de vue financier. Mais il ne fallait pas pour Chirac qu'il soit pris par un concurrent politique.

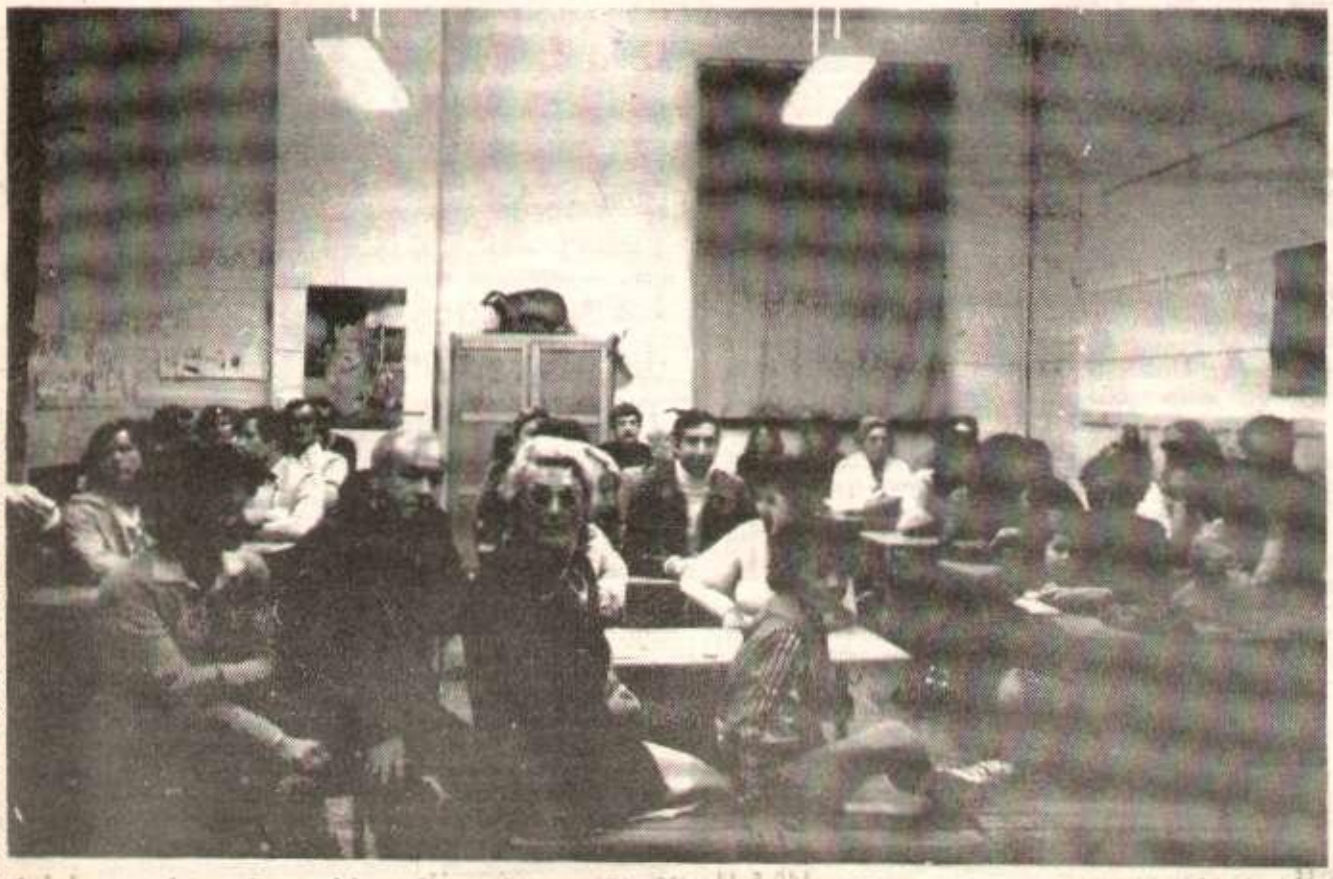
Des parents face à la Fédération Cornec

LA lutte parents se poursuit. Très souvent les actions engagées permettent un grand échange de vue entre les parents et les enseignants. Ils ont parfois à affronter les lignes timorées et réformistes des syndicats et des fédérations de parents d'élèves.
Ainsi à Montpellier et à Argenteuil, deux présidents départementaux de la fédération Cornec s'opposent aux actions des parents.

Lutte à l'école Painlevé de Montpellier

A la rentrée, à l'école Painlevé, il y a 145 inscrits, donc suffisamment d'élèves pour maintenir les six classes de l'année dernière. Or ce jour là l'inspecteur primaire arrive à l'école, compte les enfants — il y avait quelques absents — et prétend supprimer la sixième classe puisque les chiffres exigés pour avoir six classes n'étaient pas atteints. Il refuse de tenir compte du nombre des inscrits.

Quelques jours plus tard, tous les enfants inscrits sont là et il y a que cinq classes pour plus de 145 gamins, trente par classe.



Les parents et les enseignants à la conférence de presse (Photo correspondant HR)

Parents et enseignants réagissent énergiquement, ils barrent la route devant l'école, manifestent avec d'autres écoles devant le rectorat et se rendent en délégation à l'inspection académique. Voyant que cela ne suffit pas, ils décident la grève totale le lundi 9 octobre.

Le lundi soir, 9 octobre une assemblée générale décide de reconduire la grève.

Mais à la conférence de presse, décidée par les enseignants et les parents, le président de la Fédération Cornec prend la parole et après avoir dénoncé l'injuste suppression de classe déclare :

« Nous ne pouvons pas indéfiniment continuer cette grève, les enfants en porteraient préjudice et les enseignants s'ennuient ».

Réponse véhémente d'un parent :

« Après discussion sur la nature de la grève, un vote en assemblée générale a décidé, à l'unanimité moins une abstention, la continuation de la grève pour mercredi et que celle-ci était reconductible. Ce que vous faites là est anti-démocratique ».

Président Cornec :

« Mais le problème est figé, à l'académie on nous a donné l'impression que ce serait long, il faut avoir l'habileté d'éviter le pire... Je ne sais si nous arriverons à un résultat... »

Un parent :

« Alors, il faut abandonner ? »

Le président Cornec :

« Nous pourrons renouveler cette grève dans dix ou quinze jours »

Un parent :

« J'ai le sentiment qu'il ne faut pas laisser tomber »

Suivent des discussions dans la salle qui montrent la surprise des parents devant l'attitude du président.

A l'heure actuelle, nous ignorons si les parents et enseignants poursuivent leur lutte ou bien s'ils ont obtenu leurs revendications.

Correspondant

Un président responsable à l'œuvre

Lors de l'assemblée générale des associations de parents d'élèves Cornec du Val d'Oise à Argenteuil, vendredi 4 octobre, le président du conseil départemental des parents d'élèves a cru bon de rappeler par deux fois qu'il condamnait publiquement l'action des parents de Survilliers.

Selon lui, ces parents, en séquestrant un directeur pour obtenir le maintien d'une classe dans leur école se sont conduits en « casseurs », en « irresponsabbles ».

Dans la salle, de nombreux parents n'ont guère apprécié ces propos, d'autant plus qu'à Survilliers ce fut une double victoire des parents :

— Ils ont obtenu que l'information passe à la radio et à la télévision.
— Ils ont obtenu la classe qu'ils exigeaient.

Malgré les propos de ce président, qui est, soit dit en passant, membre du PCF, les parents sont pour la lutte dans l'unité. La preuve : les nombreuses occupations d'écoles à Argenteuil, l'occupation du bureau de Gaillard, inspecteur départemental.

Refusons toute division !

Correspondant.

Souscription

Pour mener à bien la bataille des 100 millions

20 millions pour fin novembre
35 millions pour fin décembre

DANS notre édition du mercredi 11 octobre, le Bureau politique du PCML, dont *L'Humanité rouge* est l'organe central, rappelait que notre journal ne peut vivre que grâce à une souscription permanente, grâce aux efforts de tous ceux, camarades, sympathisants, lecteurs, amis qui soutiennent notre presse, indépendante de la bourgeoisie.

Faisant les comptes par rapport à l'objectif de 100 millions qui avait été fixé début 1978 par notre secrétaire général, Jacques Jurquet, le Bureau politique estimait à 65 millions la souscription déjà recueillie, début octobre, dont 25 envoyés à notre journal et une quarantaine versés localement dans l'ensemble de la France pour soutenir la campagne menée à l'occasion des élections législatives. Il expliquait que la somme restante, soit 35 millions, était absolument nécessaire pour pouvoir continuer à sortir notre presse. Il nous faut pour cela 35 millions fin décembre et pour desserrer l'étau que représentent nos dettes actuelles, 20 milions pour fin novembre . C'est par rapport à ces sommes que nous continuons désormais à publier les souscriptions recueillies et qui viennent donc en sus des 65 millions déjà reçus.

Au 12 octobre, la souscription versée depuis le début du mois se montait à 13 469 francs. Nous appelons donc tous nos camarades et amis à intensifier leurs efforts pour réunir les 20 millions avant fin novembre. Cette bataille financière fait partie intégrante de la bataille politique que nous menons et constitue une de nos tâches primordiales du moment. Bien sûr, elle doit aller de pair avec la campagne d'abonnements et avec l'augmentation de la diffusion qui sont indispensables pour assurer à terme une meilleure assise financière de notre presse. Faites nous donc part, comme , en septembre, l'avaient déjà fait des camarades paysans, de vos efforts et de vos succès dans la souscription. Ces lettres contribueront certainement à renforcer l'effort de souscription dans toute la France.

Jean QUERCY

" " " – DR Guéret	2 F
" " " – CD Guingamp	10 F
" " " – TA Roubaix	20 F
S/ Marty – Perpignan	500 F
Un appelé à l'armée	100 F
Contribution permanente LJP Lyon	7 F
Soutien permanent MD (septembre) – Boulogne-sur-Mer	60 F
DM Nancy	125 F
PJC Saint-Nazaire	20 F
Un ouvrier plombier – Paris	530 F
JM Limoges	35 F
Supplément à réabonnement MP	150 F
" " " " JM	60 F
Centre Bretagne	500 F
Supplément à réabonnement P.CH Marseille	14 F
GR Soutien région Nantes	30 F
Supplément à réabonnement SJP Lyon	12 F
" " " MR	12 F
" " " G.CH.	60 F
" " " GF	20 F
" " " HP Argenteuil	100 F
Souscription au quotidien R.J Rostrenen	50 F
Souscription mensuelle au quotidien des camarades de Lorient	200 F
Politzer – Vienne	50 F
Soutien à HR –D.P Beurey	100 F
Pour l'unification Saint-Brieuc 34090710 – 001	500 F
Clara et Pablo	100 F
Supplément à réabonnement quotidien plus bimensuel – ZM Grigny	70 F
Souscription à librairie HS	190 F
Anonyme Paris	10 F
Vente de matériel/Souscription à braderie de Lille	200 F
Grenoble	2 000 F
Supplément à réabonnement BIM DM JM Mons-en-Bareuil	12 F
Supplément à abonnement BIM TM	50 F
" " " "BP Saint-Ouen l'Aumône	12 F
" " " " RJ RM Loire-Atlantique	75 F
Pour que vive notre journal BA Grenoble	300 F
Supplément à réabonnement RM Issy-les-Moulineaux	50 F
" " " " CJP Vitrolles	40 F
Un sympathisant en Allemagne	100 F
Cellule C. Flament-Fameck	210 F
Redon – GB	20 F
Supplément à abonnement Quotidien AMCH Douai	60 F
Sylvia et Clara	32 F
Supplément à abonnement BIM M. Rennes	10 F
Supplément à abonnement BIM FP. Rosny	10 F
Supplément à réabonnement BIM HR Paris	25 F
Sur vente de brochures – Aix-en-Provence	300 F
Metz (Septembre)	500 F
Supplément à réabonnement HR plus quotidien plus BIM – Grenoble – LTM	12 F
Souscription à meeting Iran – Paris	16,70 F
Supplément à réabonnement quotidien plus bi-mensuel : CP région marseille	4 305 F
Supplément à réabonnement : L.S.P. Corbeil	10 F
Supplément à réabonnement R.D. Rostrenen	5 F
Supplément à réabonnement G.P. St Brieuc	150 F
Supplément à réabonnement R.J.D. Grenoble	60 F
Essonne	140 F
M.D. sur vente de timbres	55 F
CP Commune de Paris	26 F
Pour la souscription H.C. Biarritz	120 F
Supplément à réabonnement H.M. Carrière	25 F
Supplément à abonnement quotidien plus bi-mensuel Lille	50 F
Supplément à réabonnement quotidien P.L.A. Bron	10 F
Supplément à réabonnement quotidien F.J.C. Montlouis	22 F
Supplément à réabonnement quotidien C.C.H. Morlaix	60 F
Supplément à réabonnement quotidien plus bi-mensuel D.C. Orléans	50 F
Un sympathisant Seine St Denis	100 F
Supplément à réabonnement quotidien plus bi-mensuel G.J. Argentan	20 F
Supplément à réabonnement quotidien J.J.C. Besse en Braye	10 F
Supplément à réabonnement quotidien H.J. Rennes	75 F
Supplément à réabonnement quotidien G.P.H. Rennes	120 F
Supplément à réabonnement quotidien G.D. Redon	70 F
Soutien Marseille	42 F
Supplément à réabonnement quotidien S.N. Lagny	10 F
Supplément à réabonnement quotidien plus bimensuel B.T.H. Rennes	50 F
G.S. Astaffort	150 F
Corbeil	101 F
Supplément à réabonnement quotidien D.M. Allier	20 F
Supplément à réabonnement quotidien W.A. Chambery	120 F
Supplément à réabonnement quotidien A.Y. Lyon	10 F
Supplément à réabonnemnt quotidien plus bi-mensuel L.P.JY Caen	25 F
Supplément à réabonnement quotidien L.M.C. Rennes	10 F
Supplément à réabonnement quotidien R.J.M. Loire-Atlantique	150 F
Supplément à réabonnement quotidien B.Y. Montfort	25 F
Supplément à réabonnement quotidien M.A. Aubagne	20 F
Supplément à réabonnement quotidien C.F. Rennes	20 F
Supplément à réabonnement quotidien B.F.P. Marseille	150 F
Supplément à réabonnement quotidien P.C. Quimper	75 F
Supplément à réabonnement quotidien C.C JF Grenoble	120 F
Soutien hebdomadaire (octobre) M.D. Boulogne sur Mer	75 F
C.J. Port St Marie	25 F
Supplément à réabonnement Y'M.CH Le Mans	150 F
Guerêt	26,50 F
Supplément à réabonnement quotidien plus bi-mensuel M.J. région Grenoble	75 F
Supplément réabonnement quotidien plus bi-mensuel plus faucille Toulouse	140 F
Bretigny	200 F

A l'occasion de la parution de L'Humanité Rouge en tant qu'organe central du PCML

Abonnements spéciaux pendant une durée d'un mois

L'abonnement d'un mois : 15 F francs

Paris

Hommage à Ezzedine Kalak et Adnan Hammad

Le 21 octobre à 20 h
Mutualité, 24, rue Saint-Victor
(Métro Maubert-Mutualité) 75005 Paris

Organisé par l'AMPF, l'ASFA, le CNP et avec la participation de l'OLP, de la GUPS et du CMCP.

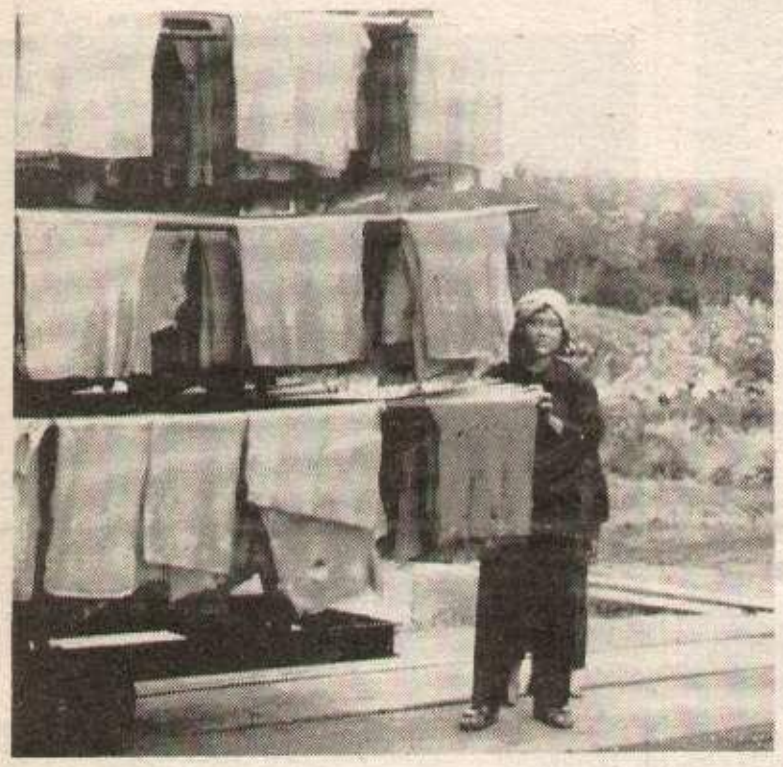
l'Humanité rouge bimensuelle est parue

Ce numéro comporte un dossier approfondi sur la politique intérieure et extérieure de la Chine.

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson – Front ouvrier : Gilles Carpentier – International : Annie Brunel
L'Humanité rouge : pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952.
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle.
Dépot légal 4 e trimestre 1978.



Dans l'usine de latex, le latex sort des fours où il vient d'être fumé. (Photo HR)

1 000 km à travers le Kampuchea (Cambodge) (6)

Une plantation d'hévéas

NOUS avons visité une plantation d'hévéas, l'arbre qui donne le caoutchouc naturel : c'est celle de Chamcar Andong, située au Nord-ouest de Kompong Cham.

LA PLANTATION DE CHAMCAR ANDONG

Hévéa a été longtemps synonyme de colonialistes français au Kampuchea. Michelin possédait d'immenses plantations qui ont assis sa fortune. Sur les plantations, les ouvriers agricoles khmers, tous atteints du paludisme, férocemment exploités et opprimés, vivaient comme de véritables bagnards. Pendant la guerre de résistance antiaméricaine, cette plantation n'a jamais été aux mains des Lonnoliens. Elle a été beaucoup bombardée, surtout la route qui conduit à l'usine de latex (caoutchouc). Elle est défoncée par les mitraillages car c'était une « route du front » pour les FAPLN. On utilisait les camouflages et jamais la route n'a été coupée au plus fort des bombardements. Les patrons de la plantation, des colonialistes français, sont restés sur la plantation jusqu'au début 1972. Quand ils sont partis, ils ont emporté ou détruit toutes les machines de l'usine de latex. Exploiteurs jusqu'au bout ! Pendant la guerre, la production a été arrêtée.

Aujourd'hui, les plantations d'hévéas ont été remises en état. Ici, il y a 20 000 hectares d'hévéas sur 4 plantations et on plante chaque année 1 000 hectares nouveaux sur cette rive ouest du Mékong. 23 000 ouvriers travaillent sur la plantation, y compris ceux des usines de latex. Mais là aussi, on manque de bras. Deux tiers des arbres seulement sont exploités actuellement en raison du manque de main-d'œuvre disponible. Il faut dire que l'entretien des hévéas et l'exploitation de la sève qui coule de l'écorce entaillée exigent beaucoup d'hommes. Il faut sans cesse débroussailler la base des arbres, prendre soin des hévéas, *« des arbres aussi fragiles qu'une personne vivante »*. Il faut les entailler une fois tous les deux jours pour recueillir le latex. Chaque ouvrier est responsable de 800 arbres. Il y a deux mois d'arrêt d'exploitation en décembre et en janvier quand les hévéas perdent leur feuilles. La plantation de Chamcar Andong est fort bien tenue, nous traversons sur des kilomètres cette futaie sombre d'arbres, tous munis d'une coupelle qui reçoit le latex blanc. Le sous-bois est impeccable.

L'USINE DE LATEX

A l'usine de latex, nous sommes attendus, l'accueil des ouvriers et des ouvrières est chaleureux. On est fier de nous montrer le travail réalisé, les premiers résultats. Il a fallu repartir à zéro : plus de machines sur place. Seulement un ouvrier sur cinq est un ancien de l'usine ; il y a beaucoup de femmes qui ont dû apprendre sur le tas. Il y a 700 ouvriers en tout, répartis en 3X8. Mais la capacité de la plantation dépasse la capacité de l'usine. L'usine produit 30 tonnes de caoutchouc par jour ; elle devrait en produire 70 à 80 tonnes ; le reste est traité à Phnom Penh. Par contre, la qualité s'est sensiblement améliorée. Il y a trois ans, à la Libération, les premiers produits étaient de deuxième, troisième et quatrième qualité ; aujourd'hui l'essentiel de la production est de première et seconde qualité. Le caoutchouc peut ainsi être exporté dans des pays du Sud-Est asiatique et à Madagascar.

Nous suivons le processus de fabrication du caoutchouc. Ici, on fait de la crêpe et des lamelles de caoutchouc. Il y a les bains avec différentes acides, le « laminage » et enfin « le fumage » qui donne la couleur brune au caoutchouc. Ici aussi, on comprend les difficultés qu'affronte le peuple du Kampuchea. Il faut faire avec rien, pour séparer le latex en feuilles dans certains bains, il faudrait des plaques de métal mais on utilise du bois. Plusieurs machines ont été bricolées par les ouvriers eux-mêmes. Dans l'usine, le tonus est élevé, nous parlons de Michelin en France, de la victoire qu'eux, ouvriers du Kampuchea, ont remporté sur ce colonialiste, ce capitaliste. Nous leur parlons de nos camarades qui se battent contre Michelin à Clermont. L'émotion est grande, de part et d'autre, quand le camarade responsable de la plantation nous dit :

« Vous avez fait un détour pour nous rencontrer, c'est un grand encouragement pour tous les ouvriers de l'usine. Cela nous touche. Je transmettrai ce que vous avez dit à tous les ouvriers. Votre venue resserrera les liens entre nos deux peuples et nos deux partis. »

Nous serions bien restés davantage, mais il a fallu se séparer et poursuivre la route.

FORMER DES TECHNICIENS NATIONAUX

Dans son entretien avec notre délégation, le camarade Pol Pot, secrétaire du Parti communiste du Kampuchea nous a expliqué les objectifs fixés pour l'édification du pays :

« Transformer le Kampuchea d'un pays arriéré en un pays agricole moderne en 15 à 20 ans et en un pays doté des industries de base en 20 à 25 ans. »

Il a souligné les difficultés rencontrées, les insuffisances du Parti qui manque d'expérience dans le domaine économique, notamment de l'industrie. Les cadres se sont forgés au combat, dans la guerre du peuple. Il faut apprendre de multiples autres choses aujourd'hui. Quelques usines ont été réparées et remises en marche dans les villes. L'industrie doit être au service du développement agricole : on fait en priorité des vannes pour les canaux d'irrigation, des instruments aratoires. On prépare maintenant des usines textiles, la mise en service d'usines moyennes, des cimenteries, des usines de machines-outils, de petits moteurs Diesel. Déjà une usine textile de 800 ouvriers agricoles fonctionne à Kompong Cham.

Un des points sur lesquels le secrétaire Pol Pot a insisté, c'est la formation des techniciens nationaux, il faut former et vite, des cadres de l'économie :

« Si notre révolution n'avançait pas, le Vietnam pourrait nous écraser, nous éliminer et nous abattre. Aussi, l'ennemi nous oblige-t-il à aller vite. Nous devons faire vite. C'est pourquoi nous formons nos techniciens suivant le principe d'allier la théorie à la pratique. Nous pensons que ce n'est pas contraire à la théorie marxiste-léniniste ! »

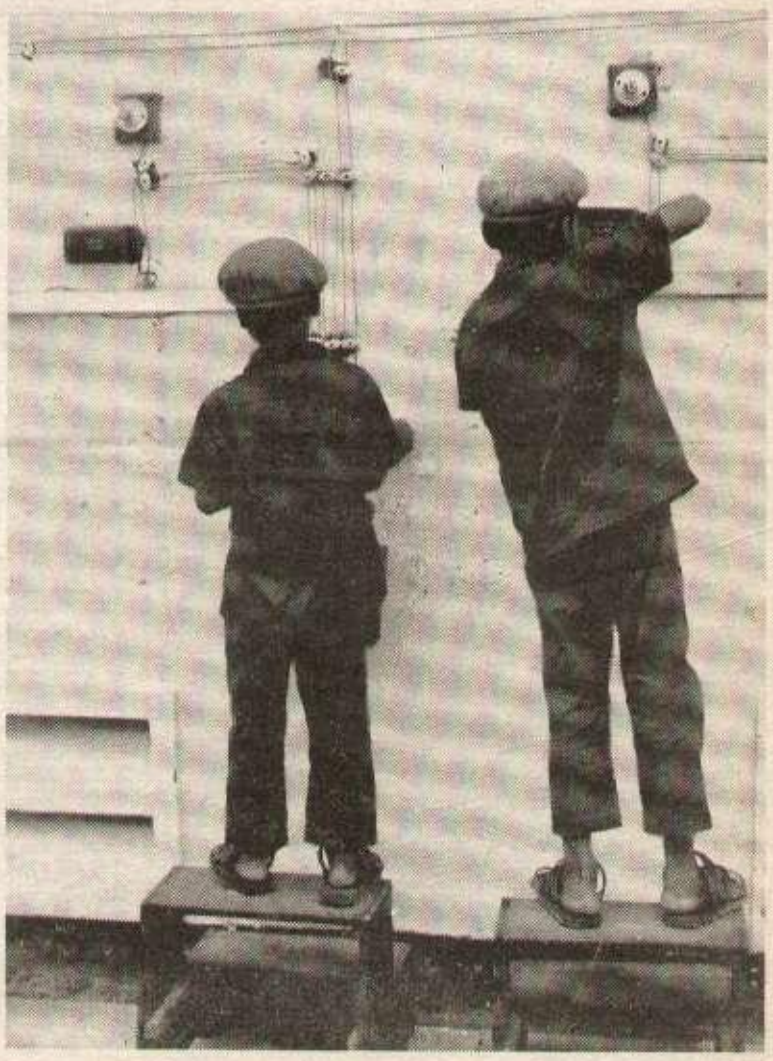
Il a poursuivi :

« Un exemple : avant, pour avoir le niveau mathématique du baccalauréat, il fallait douze années d'études. En trois ans ici, des élèves ont atteint le niveau de la première et les autres celui de la troisième. C'est une méthode rapide, très positive. C'est ainsi que nous la jugeons, comme hommes politiques. Les camarades enseignants s'en félicitent également. Celui qui est arrivé à cette conclusion est docteur ès sciences et ancien élève de Polytechnique ! Il trouve que ses élèves savent réfléchir et raisonnent bien en mathématiques ».

Quant à nous, nous avons visité l'Ecole nationale d'électricité de Phnom Penh. Elle a déjà formé deux promotions de quelques 150 à 200 jeunes dans les différentes techniques de l'électricité : installations électriques dans les maisons, pose des fils et montage des pylônes, montage de moteurs pour réfrigérateurs, etc. Nous avons vu la troisième promotion au travail, ils ont de 12 à 17 ans, garçons et filles. Il y a environ une fille pour deux garçons. Ces jeunes viennent de tout le pays, ils habitent collectivement dans une cité de villas près de l'Ecole, y cultivent leurs légumes, y élèvent des poissons et de la volaille. Surtout, ils étudient, alliant les cours théoriques aux travaux pratiques et à des séjours dans des entreprises de la capitale. Nous allons d'une salle à l'autre. Les circuits électriques qu'ils dessinent ou qu'ils montent semblent fort compliqués à nos yeux d'ignorants en électricité ! Et quelle attention, quelle soif d'apprendre, de participer à l'effort de transformer le Kampuchea. Cela n'a pas manqué de nous impressionner.

Camille GRANOT

Demain : la santé.



La troisième promotion de l'École nationale d'électricité au travail. On allie dans cette école les cours théoriques aux travaux pratiques et à des séjours dans les entreprises. (Photo HR)